



CDEN du 15 février 2018

Déclaration FSU

Madame la préfète, madame la vice-présidente du conseil départemental, madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs membres du CDEN,

Les nombreuses mobilisations unitaires des personnels en colère, passées ou à venir, tant pour dénoncer la remise en cause du bac comme examen national et premier grade universitaire, le renoncement à la démocratisation de l'accès à l'université, la mise en danger des filières technologiques, la réforme de l'apprentissage avec la régionalisation programmée des lycées professionnels et de l'orientation, la marchandisation du travail social, les conditions de travail dans les EPHAD, témoignent de la colère de celles et ceux qui au quotidien sont engagés au service de la population.

Car les attaques du gouvernement, tellement nombreuses que je n'en ferai pas la liste exhaustive ici ... sauf à user de votre patience durant des heures, et la méthode utilisée qui consiste à informer les médias alors même que les négociations syndicales ne sont pas achevées, montrent la volonté de passer en force, en ne prenant désormais plus en compte l'intérêt général.

Alors qu'il faudrait que ce gouvernement s'active à trouver des recettes supplémentaires : fraude évasion fiscale, réforme fiscale plus juste et plus distributive, il s'acharne à offrir sans cesse de nouveaux cadeaux fiscaux aux ménages les plus favorisés et aux entreprises les plus opulentes. Il s'obstine à réduire des déficits publics qu'il a lui-même créés, en supprimant des emplois publics, en mettant à contribution retraités et fonctionnaires qui voient leur pouvoir d'achat baisser d'année en année ...

Pourtant, les exemples venus des pays voisins attestent que la privatisation des services publics (pour exemple les transports en Grande Bretagne) appauvrit davantage les populations les plus fragiles, et font perdre de la qualité de vie. Une étude américaine récente met en évidence une baisse de la longévité corrélée à la précarisation. Nous savons tous aussi que ces mesures d'autant plus impopulaires qu'elles touchent tout au long de la vie : petite enfance, scolarité, poursuite d'études, soins médicaux, hospitalisation, fin de vie font le terreau d'un vote populiste.

Plus proche de nous, l'avenir de la Métropole Grand Paris et de la région IDF, laisse planer la menace de la disparition des départements franciliens et avec eux la fin d'une proximité des décisions, et de la démocratie locale.

La FSU77 s'oppose à toute organisation territoriale, non décidée par les citoyen-ne-s concerné-e-s, qui reléguerait notre département en marge d'une grande métropole en le privant de moyens déjà en forte diminution depuis plusieurs quinquennats.

Nous nous inquiétons aussi du sort réservé à nos écoles et établissements scolaires dans ce contexte. D'autant que pour la préparation de la rentrée 2019, la dotation ministérielle n'est pas en phase avec les ambitions que nous nourrissons pour nos élèves : 40 postes pour le premier degré pour une légère baisse démographique, et 31 dans le second degré pour près de 1800 élèves supplémentaires !

C'est une enveloppe bien maigre compte tenu des particularités de notre département : son étendue géographique avec ses toutes petites écoles, ses classes éparpillées, ses écoles REP + et REP, et des effectifs de collégiens en forte hausse !

La réussite scolaire nécessite de véritables choix politiques, volontaristes. Les prescriptions frôlant la tartufferie telles que la dictée, la syllabique, ou les devoirs faits ne résoudront en rien ni la difficulté scolaire ni le manque d'appétence de certains de nos élèves. La multitude des évaluations non plus. A quoi bon multiplier les diagnostics lorsque l'on ne dispose pas des moyens pour prévenir et remédier ? La réussite de tous nécessite des moyens en postes pour mettre en place des équipes pluriprofessionnelles : des postes d'infirmières qui doivent demeurer des infirmières **scolaires** dans un contexte d'insuffisance notoire de médecins scolaires, des postes d'assistantes sociales et de psychologues de l'Education Nationale, en nombre suffisant.

Pour la FSU, une politique sociale ambitieuse doit être menée pour développer et moderniser la Fonction Publique afin d'offrir de nouveaux services de qualité aux usagers. Cette politique de l'action publique ne peut pas avoir comme guide absolu l'économie budgétaire sauf à vouloir laisser le champ libre aux entreprises privées. C'est pourquoi nous appelons avec d'autres organisations syndicales à une journée de grève et de manifestation le 22 Mars prochain.

Pour finir, je souhaite alerter madame la préfète sur deux difficultés rencontrées en plusieurs endroits de notre département.

La première concerne l'admission de tous les enfants à l'école. Le comportement de certain-e-s élu-e-s à l'égard des enfants réfugiés, ou migrants qui arrivent dans notre département, est inadmissible et indigne des valeurs de notre République.

La seconde concerne la non mise à disposition des documents techniques amiantes (DTA) dans grand nombre d'écoles. Ce document doit obligatoirement être fourni aux utilisateurs, depuis 2002 et mis à jour tous les trois ans ainsi qu'en cas de travaux de rénovation ou d'agrandissement. Ce n'est pas en dissimulant la présence d'amiante que l'on stoppera les rumeurs angoissantes mais bien au contraire en adoptant une attitude responsable de partage des informations et des consignes liées à l'entretien des locaux.